Zeitschrift: Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 42 (2017)

Artikel: Guerre froide et mobilisations des savoirs exilés sur l'Europe de l'Est : l'exemple des Etats-Unis

Autor: Faure, Justine

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1077822

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Guerre froide et mobilisations des savoirs exilés sur l'Europe de l'Est. L'exemple des Etats-Unis

Justine Faure

Si les travaux consacrés au combat politique des exilés anticommunistes est-européens sont désormais plus nombreux[1], le rôle de ces derniers pour familiariser les Occidentaux au passé et au présent de leur patrie d'origine reste en revanche méconnu. Pourtant, leurs activités scientifiques et éditoriales très intenses en firent des médiateurs essentiels entre l'Est et l'Ouest, notamment aux Etats-Unis où manquaient cruellement, au début de la Guerre froide, des spécialistes du bloc soviétique.

Ce déficit d'experts, alors que l'URSS s'affirmait comme une puissance globale et l'affrontement Est-Ouest se durcissait, fut jugé problématique par les dirigeants américains: comment évaluer les capacités du bloc soviétique et sensibiliser les citoyens au danger incarné par Moscou si l'Europe de l'Est demeurait un angle mort pour les services de renseignement et l'opinion publique? Ainsi, ce n'est pas toujours spontanément que les exilés est-européens œuvrèrent à développer les connaissances américaines sur leur pays: ils y furent fortement incités par Washington, qui joua en conséquence un rôle clé dans la mobilisation des savoirs exilés.

Cet article se propose donc d'analyser autour de trois axes ces articulations entre savoirs scientifiques et pouvoir politique. Tout d'abord, nous présenterons un rapide panorama des études est-européennes aux Etats-Unis au début de la Guerre froide, champ marqué par un manque flagrant de spécialistes et par une faible implantation institutionnelle dont les lacunes expliquent, dans une large mesure, le recours aux savoirs exilés. Nous montrerons ensuite comment le gouvernement américain organisa concrètement la mobilisation des savoirs exilés, notamment au sein du *National Committee for Free Europe* (NCFE), plus connu pour avoir été le paravent de la CIA lors du financement secret de *Radio Free Europe*. Enfin, il s'agira d'analyser la façon dont le gouvernement américain chercha progressivement à libérer l'expertise sur l'Europe de l'Est de l'influence des exilés, en favorisant la formation de spécialistes américains.

1 Voir par exemple les travaux de l'historienne polonaise Anna Mazurkiewicz, en particulier «Join, or Die» – The Road to Cooperation Among East European Exiled Political Leaders in the United States, 1949–1954, in: Polish American Studies 2 (2012), pp. 5–43; Katalin Kádár Lynn (ed.), The Inauguration of Organized Political Warfare: Cold War Organizations Sponsored by the National Committee for Free Europe/Free Europe Committee, Budapest 2013 et le colloque organisé en 2014 (5–6 septembre) par l'Université de Gdańsk: «From Free Europe to Free Poland: Free Europe Committee in the Cold War».

Les exilés, des partenaires indispensables du gouvernement américain

Il est important de rappeler combien, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis étaient mal armés en termes intellectuels pour faire face à l'affrontement avec l'URSS du fait de la rareté de leurs experts sur cette région.

Le monde slave n'avait en effet que ponctuellement attiré l'attention des universités américaines. Si, au début du XXe siècle, trois départements d'études slaves avaient été fondés, à Berkeley, à Harvard et à Columbia, leur exemple ne fut suivi par aucune autre université jusqu'au lendemain de la guerre.[2] De plus, ces départements demeuraient chichement dotés en personnel: entre 1927 et 1943, le département slave de Berkeley ne comptait que trois titulaires, Harvard était mieux lotie en 1928 avec neuf titulaires.[3] Si elles étaient rares, ces structures universitaires se distinguaient cependant par leur dimension réellement régionale puisqu'elles combinaient l'étude de la Russie et celle de ses petits voisins slaves[4], cela grâce à l'extraordinaire plurilinguisme des premières générations de slavistes. Enfin, dernier point, ces structures étaient caractérisées par la domination des enseignements en histoire et en littérature, formant ainsi des spécialistes qui n'étaient pas immédiatement «utilisables» pour les besoins gouvernementaux en expertise. Signe de cette lacune, lorsque Robert Kelley, responsable de la section *Eastern Europe* au sein du Département d'Etat, décida de former dans les années 1920 des diplomates spécialistes de la Russie, il les envoya en Europe.[5]

Dans ce contexte, la Seconde Guerre mondiale puis le délitement progressif de la Grande alliance amenèrent les universités américaines à modifier profondément leur approche des régions extra-occidentales. La guerre avait démontré combien le provincialisme et le savoir occidentalo-centré de l'enseignement supérieur américain compromettaient la globalisation des intérêts nationaux. L'entrée en guerre avait en effet été douloureuse pour la communauté universitaire, qui réalisa alors à quel point elle manquait de ressources et de savoir sur la plupart des régions du

2 A côté de ces trois départements, on trouvait des cours sur le monde slave disséminés dans diverses universités. Ainsi, en 1940, 56 départements d'histoire, 39 départements de langues et 10 départements divers (anthropologie, géographie, relations internationales…) offraient au moins un cours sur la région (Russie et Europe centrale et orientale): Josef Brozek, Slavic Studies in America, in: The Journal of Higher Education 3 (1943), pp. 293–342, p. 293 et 295.

3 George Noyes, Slavic Languages at the University of California, in: Slavonic and East European Review 3 (1944), pp. 53–60, p. 55 et Robert Byrnes, Archibald Cary Coolidge, A Founder of Russian Studies in the United States, in: Slavic Review 4 (1978), pp. 651–667, p. 659.

4 Seule Columbia offrait des cours sur la Roumanie, l'Albanie et la Hongrie et son *Department of Slavic Languages* fut en conséquence rebaptisé en 1935 *Departement of East European Languages.*

5 Parmi les élèves de Robert Kelley se trouvaient George Kennan et Charles Bohlen, les deux plus importants diplomates spécialistes de l'URSS dans les premières décennies de la Guerre froide. Le premier se forma en Allemagne et le second en France, à la Sorbonne et aux Langues'O (voir leurs mémoires: George Kennan, Memoirs 1925–1950, Boston 1967 et Charles Bohlen, Witness to History, 1929–1969, New York 1973).

monde: non seulement le matériel didactique (manuels, dictionnaires) faisait défaut, mais seuls quelques Américains «de souche» étaient capables d'offrir un savoir authentique sur les régions cibles, et cela sur une base interdisciplinaire.

La fin de l'isolationnisme et la montée en puissance des Etats-Unis sur la scène internationale favorisèrent ainsi la régionalisation des savoirs universitaires et l'essor des *Area Studies*. De manière symptomatique, plusieurs universités, comme Berkeley, Stanford, Columbia ou Chicago, formèrent dans les derniers mois du conflit des commissions chargées de réfléchir à la création de structures dédiées à l'étude des régions extra-occidentales. Parallèlement, l'association professionnelle regroupant les sociétés savantes travaillant en sciences sociales, le *Social Science Research Council* (SSRC), réunit en 1943 un comité d'experts (le *Committee on World Regions*, auquel succéda en 1946 le *Committee on World Area Research*) afin de contribuer aux réflexions sur les *Area Studies*, notamment sur un plan épistémologique et organisationnel. Les universitaires furent ensuite rejoints par les deux grandes fondations philanthropiques de l'époque, la Fondation Rockefeller et la *Carnegie Corporation of New York* (CCNY), qui adoptèrent elles aussi des programmes en faveur des *Area Studies*.

La Fondation Rockefeller, qui depuis les années 1930 finançait dans les universités américaines des programmes liés au développement des enseignements et de la recherche sur l'Asie, mondialisa son périmètre d'action à la faveur de la Seconde Guerre mondiale. En 1943, le président de la Fondation Raymond Fosdick entérina ce soutien aux *Area Studies* en écrivant:

> Dans un monde interconnecté par les avancées technologiques, chaque pays a l'obligation absolue de se comporter de manière intelligente avec ses voisins. Sans avoir voulu construire un monde comme cela, nous voilà soudainement contraints de vivre sur le pas de la porte de l'autre. Nous n'avons pas à approuver tout ce que font nos voisins, mais nous éprouvons la nécessité de vivre dans le même monde qu'eux. Et si nous restons ignorants, si nous ne savons pas ce qu'ils pensent, comment ils vivent, quelles sont les motivations sociales et culturelles qui les animent, la méfiance et le soupçon, que l'ignorance produit toujours, nous amèneront inexorablement vers une nouvelle catastrophe. Aucun homme intelligent ne peut désormais dire à propos d'un événement politique ou d'un processus social à l'œuvre n'importe où dans le monde: «Il n'y a rien ici qui peut m'intéresser».[6]

Quant à la CCNY, après avoir réfléchi au sortir de la guerre à une réorientation de ses activités, elle adopta en janvier 1947 un programme de soutien au développement et au renforcement des études régionales.

6 Rockefeller Foundation, Annual Report 1943, p. 31.

Rapidement, la montée des tensions avec l'URSS plaça ce pays au centre de l'attention des universitaires, du gouvernement et des grandes fondations philanthropiques. Or, comme le remarqua le père du *containment*, George Kennan, en mars 1948, quelques semaines après le coup de Prague:

> L'Union soviétique et ses satellites commencent à devenir une *terra incognita*: le gouvernement américain n'est pas informé de manière adéquate, les universitaires non plus et propagent donc parfois les mythes soviétiques; le public est encore moins informé, ce qui dans notre type de démocratie rend difficile une politique dépassionnée et réaliste. Nous sommes donc sous-équipés dans le conflit politique et psychologique qui s'engage avec l'Union soviétique.[7]

Dans le contexte de la Guerre froide, il était donc urgent de nourrir le savoir américain concernant le nouvel adversaire des Etats-Unis. Le développement des *Area Studies* bénéficia en conséquence tout particulièrement aux structures consacrées à l'étude de l'URSS, avec la création en 1946 du *Russian Institute* de l'Université de Columbia (financé par la Fondation Rockefeller) et celle en 1948 du *Russian Re-search Center* d'Harvard (financé par la *Carnegie Corporation of New York*). Mais comme leurs noms le laissent deviner, ces institutions ne travaillaient que sur l'URSS, choix pleinement assumé par leurs dirigeants. Ainsi, l'historien Geroid Robinson, premier directeur du *Russian Institute*, expliqua qu'il s'agissait d'éviter de «se disperser» en traitant des «petits pays d'Europe de l'Est»[8] afin de mieux se concentrer sur l'URSS dont la position dominante sur la scène internationale justifiait l'étude.

Cette attention exclusive portée à l'URSS posait cependant un problème au gouvernement américain. Dès 1948, l'Administration Truman commença à mener une action subversive en Europe de l'Est, la région étant identifiée comme le point faible majeur de l'URSS: si jamais les Américains parvenaient à utiliser le mécontentement des populations est-européennes pour fragiliser, voire renverser un des gouvernements du bloc, Moscou serait durablement affaibli. Contrairement à son nom, la politique du *containment* visait bien à refouler la présence soviétique en Europe, comme l'explicitait la directive NSC 20/4 (novembre 1948):

7 National Archives and Records Administration, College Park MD (NARA), Policy Planning Staff (PPS) Records 1947–1953, carton 9, dossier «DP»: rapport secret du PPS, mars 1948.

8 Columbia Rare Book and Manuscript Library, New York (RBML), Geroid Tanquary Robinson Papers, carton 50, dossier «Subject File – Columbia University – Russian Institute 1945 (2)»: lettre du 24 mai 1944 à son collègue médiéviste Austin Evans. Dans une brochure sur l'histoire du *Russian Institute*, Robinson écrivit que la dispersion géographique était une menace pour les programmes régionaux car elle les menait à la superficialité (L. Gray Cowan et Geroid Robinson, History of the Russian Institute of Columbia University 1946–1953, New York 1954, p. 44).

> Nous devons, par des moyens qui excluent la guerre, encourager et promouvoir le recul graduel du pouvoir soviétique illégitime hors de son périmètre actuel afin qu'il retrouve ses frontières traditionnelles et nous devons encourager et promouvoir l'émergence des pays est-européens comme des entités indépendantes de l'URSS.[9]

Puis, en juillet 1950, la directive NSC 74 détermina les objectifs américains à l'égard des pays de l'Europe de l'Est:

> Les Etats-Unis doivent les influencer afin d'en éliminer le contrôle soviétique, de créer une identification et un soutien à la cause américaine et d'encourager l'établissement ultime d'un gouvernement représentatif et souverain.

Washington s'inscrivait donc clairement dans une logique de libération des «nations captives», pour reprendre la terminologie en vogue à l'époque.[10]

La mise en place de cette stratégie subversive nécessitait une connaissance fine des processus à l'œuvre en Europe de l'Est, afin d'y évaluer la force du nationalisme et l'esprit de résistance et d'identifier les groupes sociaux les plus réfractaires à la soviétisation et susceptibles de créer une résistance intérieure. Or l'essor de la soviétologie américaine avait laissé les pays satellites dans l'ombre, ceux-ci demeuraient en conséquence un angle mort de la recherche aux Etats-Unis.

Dans ces conditions, comme le remarqua en juin 1948 George Kennan, «la meilleure source potentielle d'informations exactes est constituée des membres de l'élite du système communiste qui s'échappent; c'est une mine d'or d'informations vitales qui doit être exploitée»[11]. Cette nécessité de recourir aux exilés était aussi une évidence pour Adolf Berle, ancien du *Brain Trust* du président Roosevelt et dirigeant du NCFE, qui estimait en février 1951 que l'appel aux exilés permettrait de combler «la pauvreté des talents américains sur l'Europe de l'Est», évaluant seulement à une douzaine de personnes les spécialistes américains compétents sur ce sujet.[12]

Ce besoin impérieux de bénéficier d'informations et d'analyses pertinentes sur l'Europe de l'Est se heurtait cependant à un obstacle de taille: les restrictions à l'immigration pesant sur les ressortissants de ces pays depuis les lois sur les quotas des années 1920. L'étude des archives montre combien le gouvernement fit son possible pour lever cet obstacle et faciliter l'arrivée des exilés, en particulier des Tchécoslovaques, considérés comme très intéressants du fait de leur expérience de

9 *Foreign Relations of the U.S.* (FRUS), 1948, vol. 1, partie 2, document 61, pp. 663–669.

10 Le caractère subversif de la stratégie des Etats-Unis à l'égard de l'Europe de l'Est est désormais bien connu: Scott Lucas, Freedom's War. The US Crusade against the Soviet Union, 1945–1956, Manchester 1999, Gregory Mitrovich, Undermining the Kremlin. America's Strategy to Subvert the Soviet Bloc, 1947–1956, Ithaca 2000 et Justine Faure, L'ami américain. La Tchécoslovaquie au cœur de la diplomatique américaine (1943–1968), Paris 2004.

11 NARA, Policy Planning Staff Records 1947–1953, carton 9, dossier «DP»: rapport secret du PPS, juin 1949.

12 Bibliothèque Roosevelt, Hyde Park – New York (FDRL), Adolf Berle Papers, carton 223, dossier «NCFE, MESC, 1-4/1951»: rapport de Berle, 16 février 1951.

la confrontation directe entre démocratie et communisme. Dès le 13 avril 1948, le secrétaire d'Etat George Marshall contacta le général Lucius Clay, responsable de la zone d'occupation américaine en Allemagne, pour lui demander d'accorder «une attention particulière aux réfugiés tchécoslovaques, et cela au-delà des soins habituels pour les personnes déplacées. Nous faisons référence aux hommes politiques qui ont mené un combat actif contre les communistes et aux militaires».[13] Ces derniers reçurent en conséquence un traitement privilégié. Ils furent hébergés à Oberursel, dans une ancienne école maternelle de la banlieue de Francfort. Cette maison, baptisée par les Américains *Alaska House* – et par les pensionnaires tchécoslovaques «la cage dorée» –, abrita jusqu'au début des années 1950 environ 200 exilés tchécoslovaques, qui y séjournaient le temps de se remettre du choc du départ et de passer des interrogatoires dans les conditions les plus confortables possible.[14] Puis ils partaient pour l'Occident. Dans le cas américain, la CIA disposait à discrétion d'un certain contingent de visas ou octroyait de simples visas de tourisme qu'elle régularisait dans les mois suivants.

Les exilés qui n'avaient pas occupé de postes importants et n'avaient ni soutien ni contact dans les pays occidentaux furent rassemblés dans des camps de «personnes déplacées». Mais ils ne furent pas oubliés par les autorités américaines. L'Administration Truman utilisa en effet de manière discrétionnaire plusieurs clauses de la principale loi sur l'accueil des réfugiés européens, le *Displaced Persons Act* (voté en 1948 et amendé dans un sens plus libéral en 1950), afin de faire venir sur le sol américain les exilés qui l'intéressaient. Par exemple, la section 2. d. de la loi accorda 2000 visas à des réfugiés tchécoslovaques, et une annexe à cette section votée en 1950 octroya 500 visas supplémentaires à l'ensemble des exilés du bloc, en particulier à ceux qui répondaient aux critères suivants:

> Ceux dont la présence aux Etats-Unis pourrait par divers moyens aider la lutte contre le communisme et pour la démocratie, aider à faire connaître les pratiques des communistes et à faire partager l'expérience de la vie derrière le rideau de fer; ceux qui se sont opposés à l'idée communiste et qui par leur savoir et leurs activités scientifiques dans les domaines de l'éducation, de la propagande et des services de renseignements pourront transmettre leurs savoirs aux Américains.[15]

13 NARA, State Department Records, Decimal File, 860F, bobine 3: télégramme top secret.
14 Entretiens avec deux anciens pensionnaires de l'*Alaska House*, Samuel Belluš et Vojtěch Jeřábek.
15 Archives du Conseil de la Tchécoslovaquie libre (organe réunissant les principaux représentants démocratiques de l'exil tchécoslovaque et financé par le NCFE): minutes de la rencontre entre Juraj Slávik et deux représentants du département d'Etat chargés des «personnes déplacées». Nous avons consulté à la fin des années 1990 à New York les archives de cet organisme; elles ont été depuis transférées à l'Exil Centrum de l'Université d'Olomouc (République tchèque).

Malgré ce traitement de faveur initié au sommet de l'Etat, l'installation aux Etats-Unis demeurait concrètement un long et difficile parcours. Tout d'abord, l'exilé devait passer un entretien avec des représentants de l'Organisation internationale pour les réfugiés (IRO) afin d'être déclaré éligible au statut de *DP* et ainsi protégé et financé par l'organisation. Son dossier était ensuite envoyé aux différents échelons des *DP Commissions* (à Washington, à Francfort, dans les camps de réfugiés ...), chargées de l'application du *DP Act*, et validé par les services de renseignement de l'armée américaine (*Counter Intelligence Corps*). Les dossiers les plus sensibles étaient visés par le Consulat général de Francfort et par les Ambassades américaines situées derrière le rideau de fer, qui menaient des enquêtes supplémentaires afin de s'assurer que le candidat à un visa américain n'était pas un agent communiste.

Malgré tout, grâce à l'action volontariste du gouvernement, l'essentiel des exilés est-européens qui voulaient s'installer aux Etats-Unis y parvinrent. Le gouvernement américain mit ensuite en place des structures destinées à la fois à les assis-ter matériellement et à leur permettre de mener dans de bonnes conditions des travaux de recherches sur leur ancienne patrie. Le *National Committee for Free Europe* fut l'un des principaux instruments de cette mobilisation du savoir exilé.

L'organisation des savoirs exilés

Rappelons tout d'abord que le NCFE, créé en juin 1949 par des personnalités importantes du monde de l'armée (les généraux Dwight Eisenhower et Lucius Clay), du renseignement (William Donovan et Allen Dulles) ou de la culture (Cecil B. DeMille et Darryl Zanuck), fut un paravent de la CIA pour ses actions visant à déstabiliser l'Europe de l'Est, en particulier à travers le lancement de *Radio Free Eu-rope*. Mais les activités radiophoniques ne représentaient qu'un pan du programme d'action du comité: il était aussi chargé d'organiser les activités politiques des exilés en les centralisant au sein de divers conseils et comités, qui étaient des sortes de gouvernements en exil. Les projets de recherche du NCFE sont en revanche moins connus: elles s'organisaient au sein de sa Division des activités intellectuelles, rebaptisée au printemps 1950 Division pour la coopération intellectuelle et dirigée par Adolf Berle.

Cette structure avait comme objectif principal d'exploiter la fameuse «mine d'or» du savoir exilé est-européen, ce qu'elle fit par plusieurs moyens. En 1949, elle passa un accord avec la Bibliothèque du Congrès, qui embaucha une trentaine d'exilés dans son *Mid-European Law Project* destiné à l'inventaire et au catalogage de tous les documents juridiques en provenance du bloc soviétique. Ces exilés étaient aussi chargés de rédiger des synthèses sur les cadres juridiques des régimes communistes (comme la série *Legal Sources and Bibliography* consacrée

aux différents pays du bloc), qui étaient ensuite diffusées au sein des organes du gouvernement et des commissions du Congrès. Ces derniers pouvaient parallèlement passer commande d'études plus spécifiques (en 1950, les pouvoirs exécutifs et législatifs avaient déjà sollicité plus de 150 fois le programme). Ces différentes activités étaient considérées d'excellente qualité et remplirent une fonction unique dans le paysage scientifique américain.

La Bibliothèque du Congrès accueillit à partir de 1951 un deuxième groupe d'exilés, lui aussi financé par le NCFE, chargé de publier chaque mois une *East European Accession List*, liste bibliographique de tous les ouvrages et périodiques en provenance d'Europe de l'Est ou concernant la région. Au printemps 1955, chaque numéro répertoriait plus de 10000 entrées et était d'une extrême utilité pour tous ceux qui s'intéressaient à l'Europe de l'Est. Cette activité importante générée par les actions du NCFE au sein de la Bibliothèque du Congrès déboucha en 1951 sur la création de la *Slavic Division*, dirigée de 1951 à 1971 par Sergius Yakobson, un exilé soviétique. Grâce à ce dynamisme et à une politique d'achat et d'échange très volontariste, la Bibliothèque du Congrès devint, dès la fin des années 1950, le plus grand centre de documentation sur le bloc soviétique hors de l'URSS.[16]

Parallèlement à ce partenariat réussi avec la Bibliothèque du Congrès, le NCFE lança en octobre 1949 un programme de recherche spécifique: le *Danubian Inquiry*. Cofinancé par la fondation Carnegie, il consistait à étudier la région danubienne depuis les dix dernières années afin d'assister les décideurs américains dans la conception et la mise en œuvre d'une stratégie de déstabilisation des régimes de la région.[17]

Puis en juin 1950, les activités scientifiques des exilés est-européens furent utilisées dans un cadre plus général et plus ambitieux: le *Mid-European Studies Center* (MESC). Située à New York, cette structure était destinée à pallier le manque de documentation et de spécialistes de l'Europe de l'Est. Seules les démocraties populaires (à l'exception de la RDA) et la Yougoslavie étaient donc concernées par le programme. Les missions de ce centre de recherche, entièrement financé par le NCFE, et donc par la CIA, étaient d'analyser la masse des informations en provenance d'Europe de l'Est et de les synthétiser dans des travaux de recherches consacrés à l'histoire et à l'actualité économique, politique et sociale des pays satellites. Pour cela, le MESC se dota d'une riche bibliothèque réunissant plus de 6000 ouvrages et près de 250 journaux et revues publiés en Europe de l'Est. Il fonctionnait grâce à trois types d'employés: des Américains chargés d'encadrer la recherche,

16 A la fin des années 1950, ses collections abritaient 300000 livres, 16000 revues et 1400 journaux sur le bloc soviétique.

17 FDRL, Adolf Berle Papers, carton 223, dossier «NCFE, MESC, 1949-6/1950»: rapport du NCFE, 18 avril 1950.

des exilés embauchés à plein temps et des exilés sous contrat, qui recevaient une bourse de recherche d'un montant de 300 $ mensuels destinée à financer la rédaction d'un rapport de recherche ou la traduction d'un document important. En novembre 1950, le budget du MESC s'élevait à 400000 $ et le centre employait 12 Américains et plus de 70 exilés.[18]

Le dispositif fit rapidement ses preuves et la productivité des auteurs du MESC fut remarquable puisqu'en 1955, plus de 91 livres ou brochures et 81 articles avaient été publiés, auxquels s'ajoutaient 300 manuscrits non publiés. Parmi les titres, il y avait les monographies nationales de la série *East Central Europe Under the Communists* (Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie) et des publications plus spécialisées portant sur des sujets variés: *Institutional Changes in the Postwar Economy of Poland*, *Church and State behind the Iron Curtain (Czechoslovakia, Hungary, Poland, Romania)*, *Hungarian Oil Industry*, *The Industrialization of Peasant Europe*, *Poland's Chemical Industry*. Parallèlement à la rédaction d'ouvrages ou de brochures techniques destinés au pouvoir politique, aux services de renseignement et aux opérateurs des campagnes de propagande dirigées contre le bloc soviétique, les exilés s'attachèrent à faire connaître leur pays au grand public américain. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, l'immense majorité des ouvrages consacrés au pays dans les années 1950 et 1960 fut signée par des exilés.[19]

Le NCFE soutenait la recherche sur l'Europe de l'Est par deux autres moyens. Le premier était la distribution de bourses à de jeunes exilés afin qu'ils parachèvent leurs études dans les universités américaines. Le second était d'inciter les universités à embaucher des universitaires exilés en prenant en charge la moitié, voire les deux tiers de leur salaire.[20] Ces opportunités financières eurent une incidence réelle sur la trajectoire de nombreux exilés, qui décidèrent au début des années 1950 de quitter l'Europe de l'Ouest où ils s'étaient réfugiés pour venir faire carrière aux Etats-Unis.[21]

18 *Ibid.*, carton 230, dossier «FEUE, 1950-57»: rapport du MESC, 2 novembre 1950.

19 Par exemple: Hubert Ripka, Le Coup de Prague. Une révolution préfabriquée, Paris 1949 et East Europe in the Postwar World, Londres 1961; Edvard Táborský, Communism in Czechoslovakia, 1948–1960, Princeton 1961; Josef Korbel, Twentieth Century Czechoslovakia: the Meanings of its History, New York 1977. Il semble que les exilés hongrois ou polonais aient eu un rôle moins central dans la rédaction d'ouvrages sur leur pays d'origine, comme le montre l'ouvrage de Raymond Taras (ed.), Handbook of Political Science Research on the USSR and Eastern Europe. Trends from the 1950s to the 1990s, Westport 1992.

20 FDRL, Adolf Berle Papers, carton 223, dossier «NCFE, MESC, 1949-6/1950»: rapport du NCFE, 2 juin 1949.

21 Un colloque organisé en décembre 2015 par l'Université Paris–1 Panthéon Sorbonne (L'influence et le poids des exilés d'Europe centrale en France, 1945–1989) montre combien la situation des exilés anticommunistes était difficile en France à la fin des années 1940, notamment du fait du poids du PCF (voir par exemple le parcours de l'écrivain Jan Čep: Jan Zatloukal, L'exil de Jan Čep. Un écrivain

Le parcours de l'historien Piotr Wandycz est à cet égard emblématique.[22] Né en Pologne en 1923, il quitta son pays pendant la guerre et s'installa à Londres, où il obtint en 1951 son doctorat (à la *London School of Economics*). Il partit ensuite aux Etats-Unis et fut embauché par le MESC pour lequel il rédigea notamment une étude sur les relations à Londres entre les dirigeants Beneš et Sikorski.[23] Enfin, il fut recruté par l'Université de l'Indiana en 1952. Lubomir Dellin, professeur d'économie à l'Université du Vermont, connut un parcours identique. Né à Sofia en 1920, il soutint son doctorat à Gênes en 1946. Il arriva aux Etats-Unis en 1950 et fut employé par le MESC entre 1952 et 1956. En 1957, Columbia lui offrit un poste de lecteur dans son programme est-européen puis il fut embauché à l'Université du Vermont. Le MESC fut donc un sas d'entrée essentiel pour de nombreux exilés qui firent ensuite carrière au sein des universités américaines.

Parallèlement, et sans que nous soyons parvenue à établir si le NCFE finançait une partie des salaires du personnel, une première structure universitaire exclusivement consacrée à l'Europe de l'Est fut créée: l'*East European Institute*, ouvert en 1951 au sein de l'Université de l'Indiana (Bloomington). Fonctionnant sur un modèle pluridisciplinaire, cet institut était composé d'enseignants venant des différents départements de l'université, avec une forte composante exilée: Václav Beneš (1910–1972), neveu du président tchécoslovaque, y enseignait la science politique, le Croate Dinko Tomašić (ancien *Rockefeller Fellow*) la sociologie, le Hongrois Thomas Sebeok la linguistique, le Russe Michael Ginsburg la littérature, le Roumain Nicolas Spulber l'économie et Piotr Wandycz l'histoire. Malgré une équipe de grande qualité, les débuts de l'institut furent chaotiques: les conflits interpersonnels étaient nombreux et le programme menaçait de sombrer par manque de financement et d'étudiants, démontrant qu'à cette époque un programme universitaire exclusivement consacré à l'Europe de l'Est était difficilement viable.[24]

Le MESC demeurait donc une structure quasi unique dans son rôle d'animateur des études est-européennes. Cependant, il traversa lui aussi une période de turbulences. Tout d'abord, le bilan de ses activités dressé par le NCFE était mitigé.[25]

tchèque en France, Paris 2014). De nombreux intervenants ont en conséquence souligné que, dans ce contexte, beaucoup d'exilés firent le choix de quitter la France pour s'installer aux Etats-Unis.

22 Piotr Wandycz, A Emigre – Historian, in: Organon 32 (2003), pp. 139–154.

23 Son étude fut publiée en 1956 sous le titre *Czechoslovak-Polish Confederation and the Great Powers, 1940–1943*.

24 Rockefeller Archive Center, Tarrytown – New York (RAC), SSRC Records, Accession 2, Series 1, Subseries 81, carton 496, dossier 6114: rapport de Robert Byrnes, directeur de l'institut, 6 mai 1957. Robert Byrnes, historien spécialiste de la Russie, fut recruté en 1956 avec pour mission de relever l'institut, ce qu'il parvint à faire en élargissant son périmètre d'action à la Russie. L'institut fut en conséquence rebaptisé *Russian and East European Institute*.

25 FDRL, Adolf Berle Papers, carton 223, dossier «NCFE, MESC, 1–4/1951»: rapport de Berle, 16 février 1951 et carton 224, dossier «NCFE, MESC, 1953»: rapport du 2 mars 1953 et dossier «NCFE, MESC 1954–1955»: rapport de Byrnes, mai 1955.

Parmi les succès de la structure figurait le soutien à une trentaine d'excellents chercheurs qui avaient ensuite été rapidement recrutés par les universités américaines où ils firent de brillantes carrières, à l'image de Dellin ou de Wandycz. Mais à côté de ces chercheurs, le MESC avait financé beaucoup d'exilés jugés moins performants, soit parce qu'ils ne maîtrisaient pas suffisamment l'anglais, soit parce qu'ils n'étaient pas assez polyvalents et ne pouvaient écrire que sur deux thèmes: leurs activités clandestines pendant la guerre et les techniques de prise de pouvoir des communistes. En revanche, il leur était plus difficile d'analyser les données socio-économiques en provenance du bloc, activité qui pourtant intéressait au premier chef le gouvernement. Les dirigeants du NCFE réfléchirent alors à réorganiser le MESC. Il n'était cependant pas question de le supprimer purement et simplement, car la mort de Staline était susceptible de modifier l'équilibre du bloc soviétique, comme le montrèrent les révoltes tchèques et est-allemandes de juin–juillet 1953.

En 1953, le NCFE approcha donc l'Université de Columbia pour savoir si un partenariat pourrait être initié afin d'y développer les études est-européennes. Columbia présentait en effet de nombreux avantages, au moment même où le *East European Institute* vacillait dans l'Indiana. Tout d'abord, la *School of International Affairs*, prestigieuse école créée en 1946 pour former les étudiants aux relations internationales, était précisément destinée à accueillir un maximum de programmes régionaux. C'est ainsi qu'à côté du *Russian Institute* avaient été créés un *European Institute* (1949), un *East Asian Institute* (1949) et un *Near and Middle East Institute* (1952). De plus, l'université disposait déjà de riches collections documentaires et surtout d'un personnel nombreux travaillant sur l'Europe de l'Est, comme l'historien Philip Mosely, spécialiste de l'URSS et des Balkans, Ernest Simmons qui embrassait l'ensemble des littératures slaves, ou encore Otakar Odložilik, exilé de 1948, recruté en 1949 grâce à une bourse de la Rockefeller et titulaire de la chaire Masaryk.[26] Enfin, la proximité géographique entre Columbia et le MESC, tous deux installés à Manhattan, faciliterait le transfert, notamment de la bibliothèque.

Après plusieurs réunions au cours de l'année 1953, un accord fut trouvé entre les deux parties. Le tout nouveau *Program on East Central Europe* se fixait comme objectif de former les spécialistes dont le gouvernement et les universités avaient besoin. C'est pourquoi il fut conçu à l'origine comme devant être transitoire: sa durée de vie était fixée à six ou sept années, le temps de former le vivier de spécialistes nécessaires (dix à quinze par an). En mars 1954, le NCFE offrit une subvention de 100 000 $ au tout nouveau programme, doublée d'une bourse de 250 000 $

26 RAC, Rockefeller Foundation Archives, R.G. 1.2., Series 200 R, carton 318, dossier 2938.

(sur cinq ans) de la CCNY.[27] Formellement, le MESC subsista encore quelques années, avant d'être définitivement supprimé en 1956 lorsque le *Free Europe Committee* (nouveau nom du NCFE) recentra ses activités sur *Radio Free Europe*.

Ainsi, les études est-européennes naquirent aux Etats-Unis grâce à l'assistance du gouvernement américain et à la présence d'exilés qui œuvrèrent pour faire sortir la région de l'ombre. En outre, non seulement ces derniers donnèrent une certaine visibilité à leur pays d'origine, mais ils s'attachèrent à construire leur objet d'étude d'une manière spécifique. Le principal artisan de cette nouvelle carte mentale savante fut l'historien exilé polonais Oskar Halecki, professeur depuis 1944 à l'Université de Fordham et auteur au début des années 1950 de deux ouvrages remarqués: *The Limits and Divisions on European History* (New York 1950) et *Borderlands of Western Civilization: A History of East Central Europe* (New York 1952). Il y présentait au public savant américain son analyse d'une zone comprise entre la Suède, l'Allemagne et l'Italie, d'une part, et la Turquie et la Russie, d'autre part. Les idées fondamentales d'Halecki, profondément influencé par la carte mentale polonaise, consistaient à souligner combien la région, malgré sa diversité, présentait une unité claire, liée non pas aux critères géographiques ou ethniques, mais à l'histoire. Parallèlement, partant du principe que l'Allemagne devait être exclue du périmètre d'étude, il préférait à *Central Europe* le terme tiré du polonais d'*East Central Europe*, auquel il raccrochait donc un vaste ensemble de pays incluant les Balkans (y compris la Grèce), les Pays baltes et une partie de la Scandinavie. Enfin, il récusait le terme d'*Eastern Europe* du fait de ses implications idéologiques et géopolitiques et se faisait l'avocat d'une distinction entre l'étude de la région et celle de la Russie. Par exemple, en 1952, il s'adressait ainsi à ses collègues:

> Les chercheurs doivent réaliser que la partie non-russe de l'Europe slave et orientale est un domaine d'étude clairement distinct et différent de celui des études russes et qu'il mérite la même attention; c'est un sujet important en lui-même et pas seulement un appendice justifié par la volonté de mieux connaître la Russie.[28]

Or cette définition de la région, fondée sur l'exclusion de la Russie et de l'Allemagne et sur l'inclusion de pays extérieurs à la sphère d'influence soviétique,[29] fut ensuite reprise par l'ensemble des institutions universitaires américaines spécialistes de ce

27 RBML, CCNY Records, Series III. A. 2., carton 112, dossier 13: discussion entre Schuyler Wallace (Columbia) et William Marvel (CCNY), 1er mars 1954. Dans l'annonce publique de la création du programme (5 avril 1954), il n'était fait mention que du soutien de la CCNY.

28 Imperialism in Slavic and East European History, in: American Slavic and East European Review 1 (1952), pp. 1–26, p. 26.

29 Cette délimitation recoupe le concept d'Europe médiane développé par certains historiens français: voir par exemple le groupement de recherche animé par Antoine Marès (Université Paris–1): GDR «Connaissance de l'Europe médiane» (site internet: http://cem.hypotheses.org).

vaste territoire.[30] Cette carte mentale savante ne s'imposa cependant qu'en partie dans les sphères gouvernementales: si en 1959, le département d'Etat créa au sein de son *Bureau of European Affairs* un *Office of Eastern European Affairs* distinct de l'*Office of Soviet Union Affairs*, le critère géopolitique continua de définir le périmètre de l'Europe de l'Est, circonscrite à la seule sphère d'influence soviétique.

Malgré ces avancées en termes épistémologiques, l'institutionnalisation des études est-européennes au cours des années 1950 demeura timide. Comme nous l'avons vu, l'institut de l'Université de l'Indiana fut obligé d'élargir ses activités à la Russie pour continuer d'exister. Quant au programme de Columbia, il était considéré comme ayant une fonction transitoire et devant disparaître rapidement. La CCNY s'en dégagea comme prévu à l'orée des années 1960; le programme continua cependant d'exister grâce à un financement du gouvernement et de Columbia, mais ses activités furent considérablement réduites. Cette faible institutionnalisation eut une conséquence directe sur le vivier des spécialistes de ces pays: entre 1945 et 1965, seulement 184 doctorats furent soutenus sur la région, dont 40 % à Columbia (d'où sortaient aussi 149 des 375 titulaires de masters pour la période 1956–1965).[31]

Heureusement, les années 1960 et la coexistence pacifique sortirent les études est-européennes de leur léthargie et ce champ connut durant cette décennie un renouveau sans précédent, auquel les exilés contribuèrent de manière ambiguë.

Le développement des études est-européennes dans les années 1960: américanisation et professionnalisation

L'essor des études est-européennes s'amorça au milieu des années 1960 grâce à l'intérêt conjugué de trois acteurs clés du champ politico-universitaire.

Tout d'abord, l'attention de Washington pour la région se réveilla à la faveur de la libéralisation tchécoslovaque et de l'essor du «communisme national» rou-

30 A l'Université de l'Indiana, le périmètre d'étude de l'East European Institute incluait la Finlande, la Grèce, la Yougoslavie, les Pays baltes et les démocraties populaires, et les étudiants suivaient de nombreux cours sur l'histoire byzantine et ottomane; à Columbia, on retrouvait les mêmes pays (à l'exception de la Finlande), à l'image des deux sous-comités chargés de réfléchir aux études sur l'Europe médiane et créés en 1953 et en 1964 par le *Joint Committee on Slavic Studies*. De même, la principale collection d'ouvrages sur la région, coordonnée à partir de 1974 par Peter Sugar (né à Budapest en 1919) et Donald Treagold, reprenait à la fois le terme d'Europe du Centre-Est et les limites géographiques proposées par Halecki (A History of East Central Europe, Seattle, University of Washington Press). Cette large délimitation contrastait avec le programme du MESC, financé par le gouvernement et donc limité au bloc de l'Est. Elle s'éloignait aussi des structures universitaires américaines de l'entre-deux-guerres, centrées sauf exception sur le monde slave.

31 Plus précisément, 74 doctorats avaient été soutenus à Columbia, loin devant les 18 de l'Indiana, les 14 d'Harvard ou les 13 de Princeton: Charles Jelavich (dir.), Language and Area Studies: East Central and Southeastern Europe. A Survey, Chicago 1969, pp. 35 et ss.

main. Les experts gouvernementaux estimèrent en particulier que les démocraties populaires entraient dans une nouvelle phase de leur histoire. Après le stalinisme, la période de tensions et de révoltes (1953–1957) puis les années de consolidation et de calme relatif (1957–1964), une quatrième phase s'ouvrait, marquée par une réelle «vitalité (*liveliness*) politique»[32]. L'avenir qui se dessinait n'était pas celui d'une remise en question de la domination communiste ni d'une sortie de la sphère d'influence soviétique; il s'agissait plutôt de libéralisation politique, de réformes économiques, de renforcement du nationalisme et de différenciation marquée entre les pays. Le département d'Etat parla même d'une «révolution tranquille» en cours en Europe de l'Est et qui ouvrait des opportunités nouvelles aux Occidentaux.[33]

Dans ce contexte, la Fondation Ford, qui avait internationalisé ses activités au début des années 1950 et dont le soutien financier était déterminant pour de nombreuses structures universitaires travaillant sur les mondes extra-occidentaux, fit en 1965 un premier bilan des actions menées dans le cadre de son programme de soutien aux études internationales (*International Training and Research*). Alors que ce programme entrait dans sa deuxième phase d'activité, la fondation estima qu'il était temps de se concentrer sur les études est-européennes afin de les amener au niveau de la soviétologie.[34]

Enfin, les troisièmes acteurs déterminant de l'essor des études est-européennes furent bien sûr les universitaires spécialistes de la région. En novembre 1964, au moment même où le *Journal of Central European Affairs* suspendait sa parution par manque de financement, l'historien Charles Jelavich prit la direction d'un sous-comité sur les études de l'Europe du Centre-Est et du Sud-Est (*Sub-Committee on East Central and Southeast European Studies*), créé au sein de l'organisation réunissant les slavistes américains (le *Joint Committee on Slavic Studies*). Ce sous-comité généra une intense mobilisation du milieu et aboutit à la rédaction de trois études qui dressèrent l'état des lieux du champ et appelèrent à son développement de manière autonome par rapport à la soviétologie.[35]

Ainsi, le contexte interne et externe au champ était enfin favorable à son essor. Le parcours de l'historien István Deák montre bien ce retournement du milieu des

32 FRUS, 1964–1968, vol. XVII (Eastern Europe), pp. 21–22: National Intelligence Estimate 12–64, 22 juillet 1964. Cet optimisme est aussi visible dans le mémorandum de la CIA no 10–65 consacré à l'Europe de l'Est (18 février 1965, *Ibid.*, pp. 29–43).

33 *Ibid.*, pp. 43–51.

34 Ford Foundation Archives, New York, bobine 3674: rappel des actions menées par la Ford depuis 1966 (argumentaire du 16 avril 1968 accompagnant une bourse de 600 000$ sur trois ans pour le *Joint Committee on Slavic Studies*).

35 Les rapports, rendus en 1968, furent rapidement publiés: Charles Jelavich (dir.), Language and Area Studies: East Central and Southeastern Europe. A Survey, Chicago 1969 et Paul Horecky, East Central Europe: A Guide to Basic Publications et Southeastern Europe: A guide to Basic Publications, Chicago 1970 pour les deux volumes.

années 1960.[36] Son collègue Henry Roberts, responsable du *Russian Institute* et du *Program on East Central Europe*, l'avait dans un premier temps dissuadé de travailler sur l'histoire de l'Europe centrale tant le champ était peu porteur. Deák avait ainsi soutenu à Columbia, en 1964, son doctorat d'histoire sur la République de Weimar. Mais, à peine sa thèse terminée, et alors que l'intérêt pour l'Europe de l'Est grandissait, Roberts recontacta Deák pour lui expliquer que le contexte avait radicalement changé et que, s'il se réorientait vers l'histoire centre-européenne, il pouvait être assuré d'être rapidement titularisé professeur à Columbia. C'est ainsi que Deák choisit la sécurité et devint, pour reprendre ses propres termes «a Professional Hungarian».

Malgré l'exemple offert par Deák, parti de Hongrie en 1948, les exilés n'étaient pas forcément les bienvenus dans le cadre de ce renforcement institutionnel des études est-européennes. Il est en effet intéressant de noter que tous les acteurs évoqués ci-dessus mentionnèrent la nécessité de développer ce champ en le dégageant de l'emprise des exilés.

La défiance à l'égard du savoir de ces derniers était tout d'abord visible dans les sphères gouvernementales. Le temps passant, ceux qui avaient quitté leur pays entre 1945–1948 furent jugés de moins en moins en prise avec les réalités de leur ancienne patrie. De plus, Washington réalisa progressivement combien leur savoir sur l'Europe de l'Est pouvait être biaisé et donc peu fiable. Un des enjeux pour nombre d'entre eux avait été bien évidemment de soutenir toutes les initiatives internationales susceptibles de déstabiliser la domination soviétique sur leur pays d'origine. Pour cela, ils avaient sans relâche réaffirmé l'appartenance de la région au monde occidental et ainsi souligné l'attachement des peuples au pluralisme politique. Comme l'écrivit Oskar Halecki dans les dernières lignes de son ouvrage *Borderlands of Western Civilization*: «[Ces nations] sont plus que jamais impatientes de rejoindre ce monde [occidental] dans la lignée de leur tradition démocratique et de leur héritage culturel.» Cette thèse de la continuité démocratique était particulièrement séduisante dans le cas tchécoslovaque, l'une des seules réelles démocraties de la région dans l'entre-deux-guerres. Dans leurs écrits, les exilés avaient donc régulièrement présenté leur pays comme le plus susceptible de secouer le joug communiste du fait de ses traditions démocratiques. Et il fut en conséquence la cible principale des opérations américaines de déstabilisation du bloc dans la première moitié des années 1950.[37] Mais lorsqu'en 1956, la Tchécoslovaquie ne réagit pas alors que

36 Plusieurs entretiens avec l'historien sont disponibles en ligne. Nous nous appuyons pour ce développement sur ceux enregistrés le 29 avril 2009: https://ecommons.cornell.edu/handle/1813/12881 (05.08.2016); et le 6 octobre 2013: https://ecommons.cornell.edu/handle/1813/34132 (05.08.2016).

37 Par exemple, en mars 1951, le secrétaire d'Etat Dean Acheson demanda que les émissions de la radio *Voice of America* vers la Tchécoslovaquie soient prioritaires et le 1er mai 1951, *Radio Free Europe*

la Pologne et surtout la Hongrie se révoltaient, le choc fut violent à Washington et décrédibilisa, dans une large mesure, l'expertise exilée.

Les fondations philanthropiques partageaient ce point de vue. En 1954, au moment de la création à Columbia du *Program on East Central Europe*, la Fondation Rockefeller notait qu'un des objectifs de cette structure était de produire des spécialistes «américains plutôt que réfugiés».[38] Quant à la Fondation Ford, elle espérait, au milieu des années 1960, que son implication financière dans le champ per-mettrait de dégager l'étude de l'Europe de l'Est de l'influence «des chercheurs originaires de la région, sources de distorsions nationalistes».[39] Charles Jelavich, l'un des plus fervents universitaires engagés dans les études est-européennes, était du même avis: alors qu'il estimait en 1968 qu'environ 60 % des chercheurs spécialisés dans l'étude de l'Europe de l'Est étaient des exilés ou des enfants d'émigrés, il regrettait cette situation, car elle conduisait à ses yeux à perpétuer l'approche nationale dans l'étude de la région.[40]

Quels furent les résultats de cette volonté d'américanisation? Dans une large mesure, elle échoua à transformer le visage de la spécialité et les exilés continuèrent à en être les animateurs majeurs. Ainsi, comme nous l'avons vu, le *Russian and East European Institute* de l'Indiana était très largement composé d'exilés pour sa partie consacrée à l'Europe médiane. La situation était identique à Columbia. Grâce à un afflux de financements, le *Program on East Central Europe* renaquit de ses cendres au cours des années 1960 et fut rebaptisé *Institute on East Central Europe*. Il connut alors son âge d'or sous la direction d'István Deák, entre 1968 et 1979. A ses côtés enseignaient l'historien polonais Andrzej Kamiński (qui fut ensuite élu à Georgetown), le linguiste d'origine albanaise Stavro Skëndi (1905–1989, exilé en 1946 aux Etats-Unis) et l'économiste d'origine russe Alexander Erlich (1913–1985, installé en Pologne en 1918, exilé aux Etats-Unis en 1941).

commença à diffuser son premier véritable programme en direction de ce pays. Ce n'est qu'un an plus tard, le 3 mai 1952, que la radio américaine se tourna vers la Pologne. La Tchécoslovaquie fut aussi le premier terrain d'expérimentation des opérations de largages de tracts par ballons (opérations Prospero en juillet 1953 et Veto en avril 1954). En tout, les Etats-Unis larguèrent entre 1953 et 1956 150 millions de tracts en Tchécoslovaquie.

38 RAC, Rockefeller Foundation Archives, R.G. 1.1., Series 200S, carton 322, dossier 3829.

39 Ford Foundation Archives, bobine 2841: argumentaire de la bourse de 1966 au JCSS, mars 1966.

40 Jelavich, Language and Area Studies, p. 21. Il est intéressant de noter que cette hostilité au savoir exilé se manifesta aussi lors des débuts de la soviétologie américaine: en 1943, Philip Mosely, l'un des pères de la spécialité, notait que le recours aux enseignants exilés était un danger pour le champ (RAC, Rockefeller Foundation Archives, R.G. 1.1., Series 200H, carton 280, dossier 3338: Philip Mosely, «Some Random Notes on the Development of Slavic Studies in the U.S.», 28 février 1943) et Geroid Robinson estimait que les émigrés ne faisaient pas de bonnes recrues: ils étaient souvent «non adaptables» et surtout trop engagés pour ou contre l'URSS et donc incapables de produire un savoir objectif (Betty Abrahamsen Dessants, The American Academic Community and United States-Soviet Union Relations: The Research and Analysis Branch and its Legacy, 1941–1947, thèse de doctorat en histoire, Berkeley 1995, p. 33).

A côté des universités de Columbia et de l'Indiana, principaux pôles des études sur l'Europe du Centre-Est dans les années 1960 et 1970, se trouvaient quelques autres institutions dont la visibilité était souvent assurée par un enseignant-chercheur exilé charismatique. Ainsi, à l'Université de Caroline du Nord – Chapel Hill, l'historien Josef Anderle (né à Prague en 1924 et exilé en 1948) fit naître de nombreuses vocations, tout comme Piotr Wandycz à Yale (où il fut recruté en 1966), Stephen Kertesz (né à Budapest en 1904 et exilé au lendemain de la guerre) à l'Université Notre-Dame, Peter Sugar (arrivé aux Etats-Unis en 1946) à l'Université de Washington, Anna Cienciala (née à Gdansk en 1929, exilée durant la guerre en Grande-Bretagne puis aux Etats-Unis) à l'Université du Kansas et Stephen Fisher-Galati (né à Bucarest en 1924 et exilé aux Etats-Unis pendant la guerre) à l'Université du Colorado.

Les exilés étaient donc des rouages indispensables au fonctionnement des programmes dédiés à l'Europe du Centre-Est. Leur présence, qui contraste avec l'américanisation réussie de la soviétologie (animée essentiellement par des chercheurs sans attache en Russie), s'explique par le fait que les structures universitaires consacrées à l'étude de la région demeuraient trop peu nombreuses pour former de larges cohortes de spécialistes américains, qui devaient en plus affronter l'obstacle de l'apprentissage des langues (par exemple, le hongrois n'était pratiquement pas enseigné dans les universités américaines). De plus, à l'inverse de l'exil russe vieillissant, l'exil est-européen avait été rajeuni par de nouvelles vagues d'arrivées, en particulier en provenance de la Hongrie après l'écrasement du soulèvement de 1956.

Cependant, si l'on écarte les quelques chercheurs les plus âgés, comme Václav Beneš ou Stephen Kertesz, ces universitaires, souvent nés dans les années 1920, doublaient leur connaissance intime de leur pays d'origine avec un solide cursus américain. Tous avaient repris des études aux Etats-Unis et obtenu un à un leurs diplômes jusqu'au doctorat, la plupart du temps en histoire, discipline dominante des études sur le Centre-Est: Stephen Fisher-Galati obtint son Ph.D à Harvard en 1949, Stavro Skëndi à Columbia en 1951, Alexander Erlich à la *New School for Social Research* en 1953, Peter Sugar à Princeton en 1959, Josef Anderle à l'Université de Chicago en 1961, Anna Cienciala à l'Université de l'Indiana en 1962 et István Deák à Columbia en 1964. Ainsi, si la discipline attirait toujours principalement des spécialistes originaires de la région, elle s'était à la fois américanisée, puisque ses animateurs étaient titulaires de diplômes américains, et sans nul doute aussi considérablement professionnalisée.

Les exilés centre-européens jouèrent donc un rôle déterminant dans la construction des savoirs universitaires américains concernant la région. Sans eux, les études sur l'Europe du Centre-Est n'auraient pas pu se développer aux Etats-Unis et ces chercheurs initièrent étudiants et dirigeants au présent et au passé de ces pays. En

outre, non seulement ils animèrent la plupart des structures universitaires consacrées à la région, mais ils apportèrent aussi un savoir spécifique relatif à leur ancienne patrie en proposant une carte mentale originale qui participa, entre autres, à l'affirmation de leur spécialité comme un champ autonome de la soviétologie et la dégagea progressivement des seuls impératifs géopolitiques. Enfin, ils nouèrent à la faveur de la Détente des liens souvent intenses avec la communauté scientifique est-européenne par le biais de publications communes, d'invitations croisées à des conférences ou à des colloques et permirent à de nombreux chercheurs est-européens de faire connaître leurs travaux aux Etats-Unis. Ce réinvestissement[41] dans leur pays d'origine montre combien les exilés occupèrent une place centrale de médiateurs et de passeurs culturels entre l'Est et l'Ouest, alimentant des processus de circularités culturelles et d'allers-retours entre les Etats-Unis et l'Europe de l'Est.

41 Terme employé par l'historien hongrois Gusztáv Kecskés dans une conférence à l'Université de Genève, 23 avril 2013: «L'enrichissement mutuel? Les réfugiés hongrois de 1956, leur contribution à la civilisation occidentale et leur 'mission civilisatrice' à nouveau en Hongrie».